



N°50

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

SEANCE DU 30 MAI 2011

L'an deux mille onze

Et le TRENTE MAI à 18 heures.00

Le Conseil Municipal de la commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de M. *BALME Pierre, Maire.*



BALME Pierre, Maire, BRUN André, Mmes ARGENTIER Agnès, Adjoins JAMEN Diane, Mrs BISI Jean-Luc, CHALVIN Cédric, NALLET Boris, TANTALE Didier;

POUVOIRS :

Mme CHARLAIX Rose-Marie, à Mr BALME Pierre

Mr LESCURE Hervé à Mr NALLET Boris

Mr CARREL Patrice à Mr BISI Jean-Luc.

EXCUSES :

Mrs GIRARD Roland, VEYRAT Gilbert, GUIGNARD Thierry,

Mme TETE Isabelle

OBJET

de la délibération : **APPROBATION DU PLAN LOCAL D'URBANISME**



Le Conseil Municipal,

VU le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L 123-1 et suivants et R 123-1 et suivants
VU la délibération en date du 4 Décembre 2003 rappelant la délibération en date du 9 Décembre 1999 prescrivant la révision du Plan d'Occupation des Sols en Plan Local d'Urbanisme et fixant les modalités de la concertation,
VU les débats organisés les 3 Août 2007 et 19 Juin 2009 au sein du Conseil Municipal sur les orientations générales du projet d'aménagement et de développement durable,
VU la délibération en date du 5 Février 2010 arrêtant le projet de PLU (1^{er} arrêt)
VU la délibération en date du 2 Août 2010 tirant le bilan de concertation
VU la délibération en date du 2 Août 2010 arrêtant le projet de PLU
VU les avis des personnes publiques consultées en application de l'article L 123-9 du Code de l'Urbanisme sur le projet de PLU arrêté
VU l'avis de la Commission départementale compétente en matière de nature de paysages et de sites en date du 31 Janvier 2011
VU l'arrêté municipal en date du 12 Janvier 2011 prescrivant l'ouverture de l'enquête publique relative au projet de PLU,
VU l'enquête publique qui s'est déroulée du 2 Février 2011 au 2 Mars 2011
VU les conclusions et le rapport du Commissaire Enquêteur,

Considérant que les remarques effectuées par les services consultés et les résultats de ladite enquête justifient des adaptations mineures du projet du PLU à savoir :

1° classer en zone A les secteurs agricoles suivants :

- Secteur de « Tellièrre et Crouzera » pour les parcelles 377,378,379,380,381,382,385,390,391,392,393.
- Secteur de « Sur le Pontet Egrevés » pour la partie agricole de part et d'autre de l'ancienne route pour les parcelles n°224 à 230

2° modifier l'article 11 du règlement concernant les hauteurs maximum des bâtiments pour

- a) une meilleure adaptation aux impératifs agricoles dans les zones A
- b) une meilleure intégration à l'environnement dans les zones UC

3° engager une étude ayant pour objectif la meilleure utilisation de la télécabine allant vers des incitations pour une plus grande fluidité des touristes en haut de la station et le village ancien. Cela dans une perspective de meilleure valorisation du potentiel d'accueil touristique de la station et le développement des activités dans la partie basse de Venosc grâce à un apport plus important des visiteurs.

4° retirer de la construction les projets de construction hors zone urbanisable, soit les secteurs 2,3,4 ayant fait l'objet d'un avis négatif de la commission des sites et paysages du 15 Décembre 2010.

Le Conseil Municipal, entendu cet exposé, à l'unanimité des membres présents et des pouvoirs

- **DECIDE** d'approuver le PLU tel qu'il est annexé à la présente délibération,
- **DIT** que la présente délibération fera l'objet, conformément aux articles R 123-24 et R 123-25 du Code de l'Urbanisme, d'un affichage en Mairie et dans chacun des hameaux de la Commune durant un mois, d'une mention dans un journal diffusé dans le Département.
- **DIT** que conformément à l'article R 123-25 du Code de l'Urbanisme, le PLU est tenu à la disposition du public en Mairie de Venosc et Mairie Annexe de l'Alpe de venosc aux heures et jours habituels d'ouverture.
- **DIT** que la présente délibération sera exécutoire, après l'accomplissement des mesures de publicité (Affichage en Mairie durant un mois, insertion dans un journal diffusé dans le Département), dans le délai d'un mois suivant sa réception par le Préfet de l'Isère si celui-ci n'a notifié aucune modification à apporter au plan local d'urbanisme ou dans le cas contraire à dater de la prise en compte de ces modifications.

AINSI DELIBERE et ont signé les membres présents du Conseil Municipal.

Suivent les signatures, pour copie certifiée conforme.

LE MAIRE
P. BALME

